



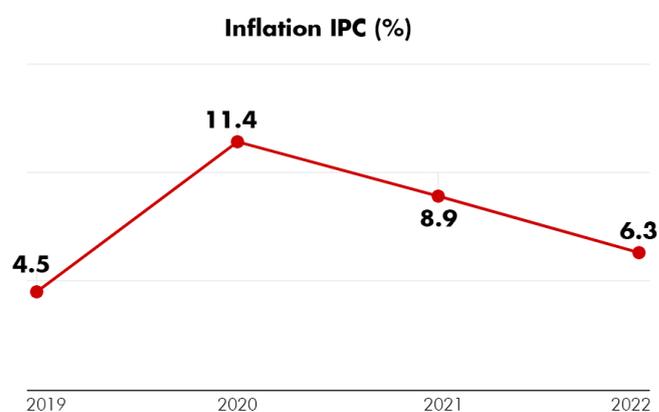
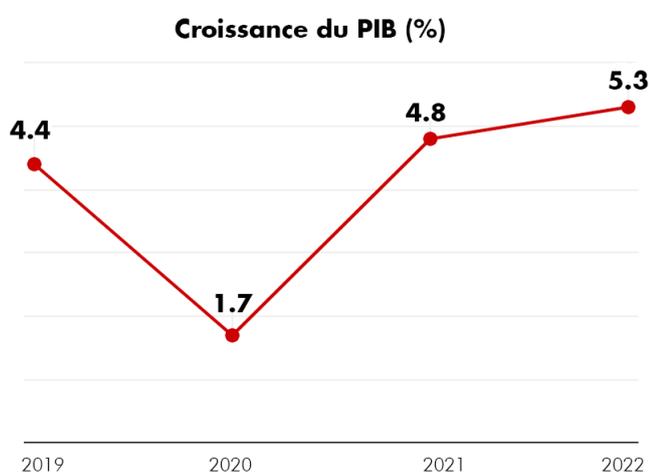
Un projet financé par:



# L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES ENTREPRISES EN RDC

—VERSION 3 / FPM-ASBL

## SNAPSHOT MACROECONOMIQUE<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Economist Intelligence, Rapport: République Démocratique du Congo, Consulté le 13 Janvier 2022: <https://country.eiu.com/congo-democratic-republic>

## UNE PANDÉMIE QUI NE LACHE PAS PRISE

L'impact de la pandémie de Covid-19 sur les activités des entreprises en République Démocratique du Congo (RDC) reste constant. 84% des chefs d'entreprises s'accordent sur le fait que l'impact continue d'être négatif.

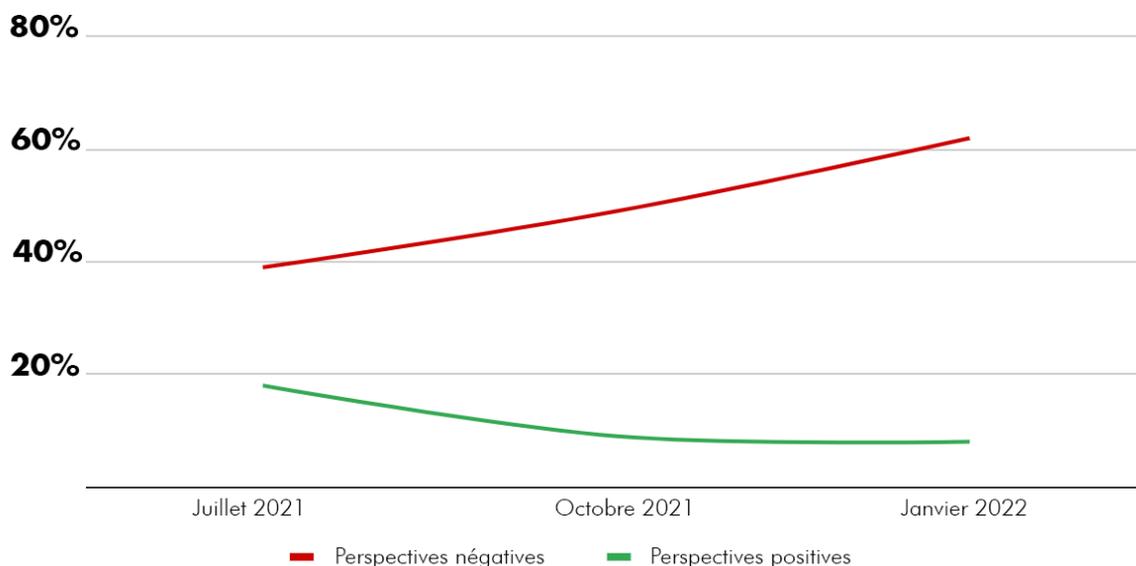
Des perspectives de croissance négatives se cristallisent sur le long terme.

30% des chefs d'entreprise sont incertains quant à leurs perspectives de croissance et moins d'un sur 10 (9 %) sont convaincus que les perspectives de croissance de leur entreprise sont bonnes pour l'année 2022. Depuis Juillet 2021, alors que le nombre de chefs d'entreprise avec des perspectives de croissance positives a diminué de 10 %, le nombre de chefs d'entreprise ayant des perspectives de croissance négatives a presque doublé.

Cette incertitude s'accompagne d'un scepticisme dans tous les secteurs d'activités. Près de la moitié des chefs d'entreprise (42 %) sont incertains quant à leurs

perspectives de croissance et moins d'un dixième (9 %) sont convaincus que les perspectives de croissance de leur entreprise sont bonnes à moyen terme.

**Figure 1: Perspectives de croissance entre les chefs d'entreprise**

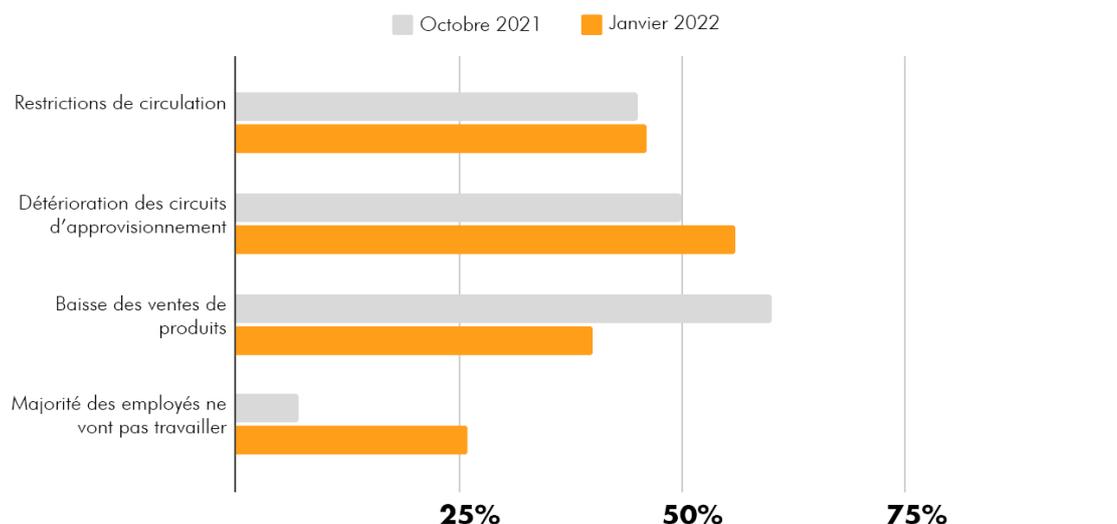


**Les facteurs à l'origine de l'impact négatif de la Covid-19 sur les entreprises en RDC ont changé au cours de l'année écoulée (voir Figure 2).**

Tout au long de l'année 2021, le principal facteur à l'origine de l'impact négatif de la Covid-19 était la baisse du chiffre d'affaires des entreprises. Désormais, la détérioration des chaînes d'approvisionnement est soulignée comme principal obstacle à la croissance

des entreprises par plus de la moitié (56%) des chefs d'entreprise, suivie par des restrictions de circulation persistantes (46%) et par la baisse du chiffre d'affaires des entreprises (40%).

**Figure 2: Causes de l'impact négatif de la COVID-19 sur les entreprises (%)**

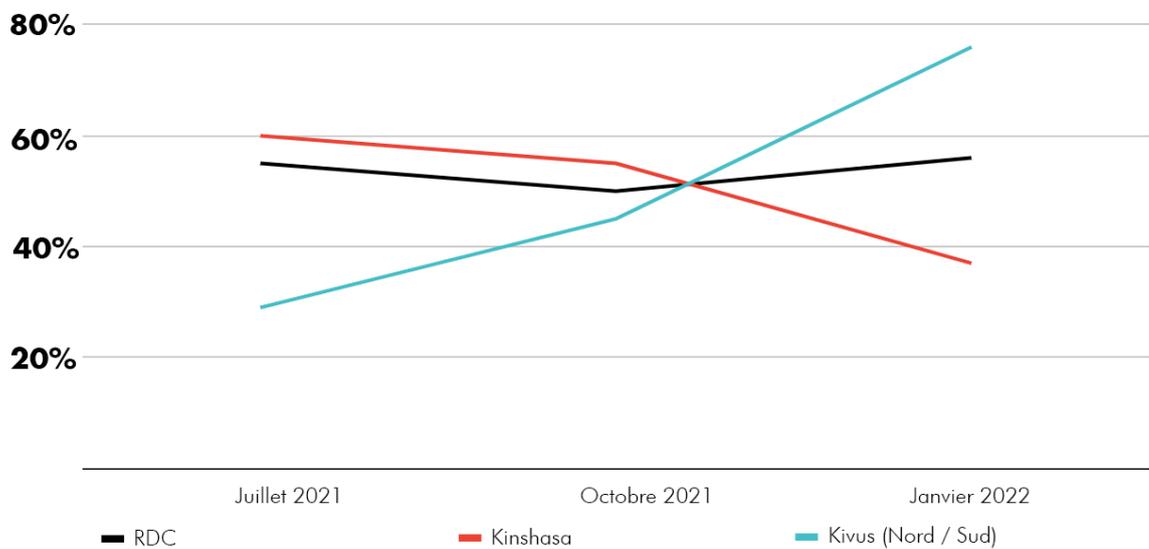


L'impact de la détérioration des chaînes d'approvisionnement est homogène entre les secteurs d'activités mais un écart important se profile entre la capitale Kinshasa et le reste des Provinces de la RDC.

À Kinshasa, 37% des chefs d'entreprise déclarent avoir subi des retards et perturbations dans leur chaîne d'approvisionnement. Ce pourcentage s'est réduit de moitié depuis le mois de Juillet 2021 lorsque 60% des entreprises de la capitale étaient touchées par ces perturbations. Une trajectoire en contraste avec les

Nord et Sud Kivus, où la tendance inverse est évidente. Alors qu'uniquement 29% des entreprises étaient affectées par ce phénomène en Juillet 2021, en Janvier 2022 ce nombre a doublé: 76% des chefs d'entreprise déclarent être affectés (voir Figure 3).

Figure 3: % d'entreprises subissant des retards et des perturbations des chaînes d'approvisionnement liées a la COVID-19



## ENTRETIEN

ARACELI IRURZUN ET ISABELLA CRISPINO, ANALYSTES D'ECONOMIST IMPACT SE SONT ENTRETENUES AVEC SOLÈNE TSHILOBO, MANAGER NATIONAL DU RÉSEAU SOLIDAIRE DES JEUNES ENTREPRENEURS DU CONGO, DIRECTRICE DE LEVEL COMMUNICATION ET POINT FOCAL DES JEUNES FEMMES LEADERS DU HAUT-KATANGA.

### **Quels sont les principaux défis auxquels les jeunes entrepreneurs ont été confrontés ?**

Les jeunes ont été confrontés à de nombreux défis. Principalement, des problèmes sérieux de paiements de loyer et des personnels, les carences de matières premières en conséquences de disruptions des chaînes d'approvisionnement, des défis causés par la non production et vente dans beaucoup des secteurs d'activités économique. En effet, l'arrivée de la covid 19 beaucoup des jeunes n'étaient pas préparés à cela, ce qui fait que la grande partie d'entreprises des jeunes étaient tombées en faillite suite au manque de la prévision budgétaire, manque d'épargne suffisant.

### **Comment est-ce que le Réseau Solidaire des Jeunes Entrepreneurs a cherché à les soutenir pendant cette période ?**

Le Réseau Solidaire des Jeunes Entrepreneurs a accompagné les jeunes dans différents projets. En particulier, nous avons guidé de nombreux jeunes chefs d'entreprises dans l'élaboration de business plans, de recherche de subvention avec différents bailleurs de fonds et autour de la prise de crédit, nous avons offert des sessions d'encadrement et formation, et accompagner les jeunes via des incubateurs. Nous avons aussi créé et recréé beaucoup d'entreprise après la levée du confinement dans le secteur numérique et agricole.

### **Vous-êtes aussi Point Focal du mouvement des Jeunes femmes leaders du Haut-Katanga. Pourquoi est-il important d'encourager l'esprit d'entreprise, en particulier l'entrepreneuriat féminin, de manière égale dans tout le pays ?**

A mon avis la femme avant tout est une force, une économiste, battante et productrice. Les femmes dirigent désormais un tiers de toutes les entreprises de l'économie formelle à travers le monde. Cependant, la majorité de celles qui opèrent dans les économies en développement et de transition le font dans des petites entreprises au potentiel de croissance limité. Au-delà de

la sous-représentation des femmes dans les entreprises de toutes tailles, plus l'entreprise est grande, moins elle est susceptible d'être dirigée par une femme.

Les attitudes sociétales et les normes sociales empêchent certaines femmes de même envisager la création d'entreprise, tandis que des obstacles systémiques font que de nombreuses femmes entrepreneurs restent confinées à de très petites entreprises opérant dans l'économie informelle. Cette situation non seulement limite leur capacité de gagner un revenu pour elles-mêmes et leurs familles, mais restreint également leur vrai potentiel de contribuer au développement socioéconomique, à la création d'emplois et à la protection de l'environnement.

### **Quant à la reprise des activités et la redynamisation de l'activité économique, quelles doivent être, dans les grandes lignes, les priorités pour s'assurer que les jeunes et les femmes entrepreneurs ne soient pas laissés de côté dans les efforts de redynamisation post-covid ?**

Il s'agit d'un combat sur deux grands fronts. Tout d'abord, les entrepreneurs nécessitent de l'accompagnement, si bien en termes de d'encadrement continu comme de formation (par exemple du mentoring ou des coachings accélérés). D'autre part, les jeunes entrepreneurs sont confrontés à un grand défi : l'accès au crédit. Faciliter des investisseurs, ou des fonds, est essentiel à leur croissance.

### **Avec une perspective de reprise en 2022, si vous aviez un dernier conseil à donner aux entrepreneurs en RDC pour s'assurer qu'ils sortent plus forts de cette crise, quel serait ce conseil ?**

La patience, l'espoir et le courage surmontent toute épreuve difficile. Pour réussir, il faut des nerfs solides et beaucoup de patience. Cela demande du cœur.

## DES ENTREPRISES ADAPTABLES

Malgré la persistance des perturbations causées par la pandémie, les entreprises de la RDC se sont désormais largement adaptées à la situation. La vaste majorité des entreprises de la RDC sont désormais capables de poursuivre leurs activités et sont capables de protéger leurs employés. Une écrasante majorité - 87% - des entreprises à travers le pays déclarent avoir mis des mesures importantes en place pour faire face à la pandémie de COVID-19 (voir Figure 4).

Désormais les moyennes et grandes entreprises sont plus susceptibles de maintenir les mesures de protection en place pour faire face à la pandémie (voir Figure 4), alors qu'aucune différence significative n'était constatée lors des premières vagues de la pandémie. Alors que 96% et 100% des moyennes et grandes entreprises interrogées déclarent avoir des mesures en place, seulement 60% des petites entreprises déclarent la même chose. En 2022,

les petites entreprises pourraient avoir besoin d'un soutien plus important pour s'assurer qu'elles peuvent maintenir les mesures de protection nécessaires afin de continuer leurs activités.

Indépendamment de la taille de l'entreprise et du secteur d'activité, la majorité des entreprises ont tenté de reconcevoir le lieu de travail à travers l'application des gestes barrières (voir Figure 5). Dans l'ensemble, la mesure la plus populaire est l'obligation du port du masque. La deuxième pratique la plus courante est la distanciation sociale. Enfin, plus récemment, près de la moitié des entreprises encouragent leurs employés à se faire vacciner contre la Covid-19. Cette dernière pratique est soutenue par le secteur privé national pour assurer le retour à la vie normale surtout avec l'avènement du nouveau variant OMICRON et des autres mutations qui pourraient surgir.

Figure 4: Entreprises avec des mesures mises en place pour faire face à la COVID-19

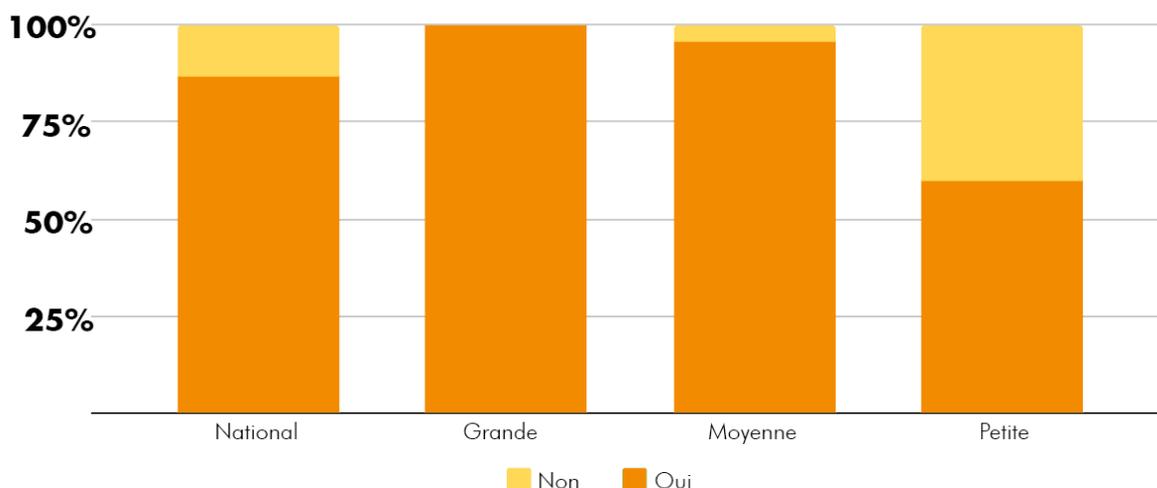
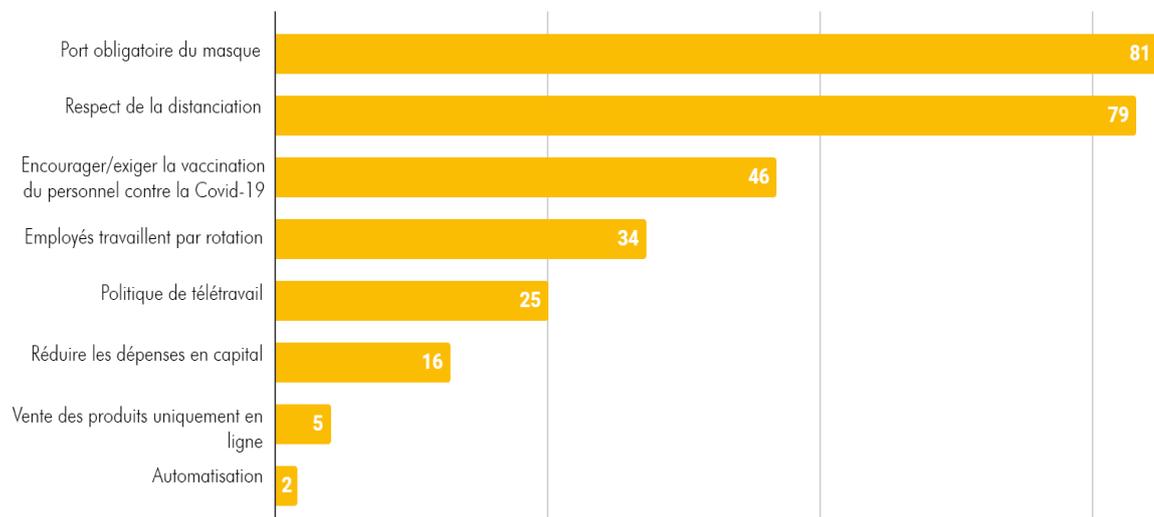


Figure 5: Mesures en place au sein des entreprises



## DE NOUVEAUX BESOINS SE PROFILENT

**S'adapter à la pandémie implique un impact financier important pour les entreprises.**

Pour la majorité des entreprises interrogées, la pandémie a été coûteuse (voir Figure 6). 60% des entreprises ont dû engager des dépenses supplémentaires pour le télétravail, 66% des entreprises ont de plus dû engager des dépenses supplémentaires pour assurer le bon déroulement du travail en rotation.

**Loin d'être un besoin ponctuel, le besoin d'investissements additionnels se cristallise à moyen et long termes.** 56% des entreprises considèrent avoir de nouveaux besoins en matière d'apprentissage et de formation (voir Figure 7).

En particulier, un quart des chefs d'entreprises interrogés déclarent nécessiter de nouvelles compétences en matière technique concernant le télétravail et les outils digitaux. Un autre quart témoigne nécessiter des programmes de formation sur comment mettre en place et réviser les politiques de gestions de risques. Finalement, un dernier quart mise sur la formation autour du maintien de la compétitivité et la commercialisation en temps de crise.

**Les entreprises se confrontent seules à ces investissements additionnels.** 62% des chefs d'entreprises interrogés déclarent que l'absence de subventions et d'aides du Gouvernement est leur principal obstacle à leur croissance. Dans ce contexte, 96% des entreprises souhaitent recevoir un soutien financier du Gouvernement en 2022.

Figure 7

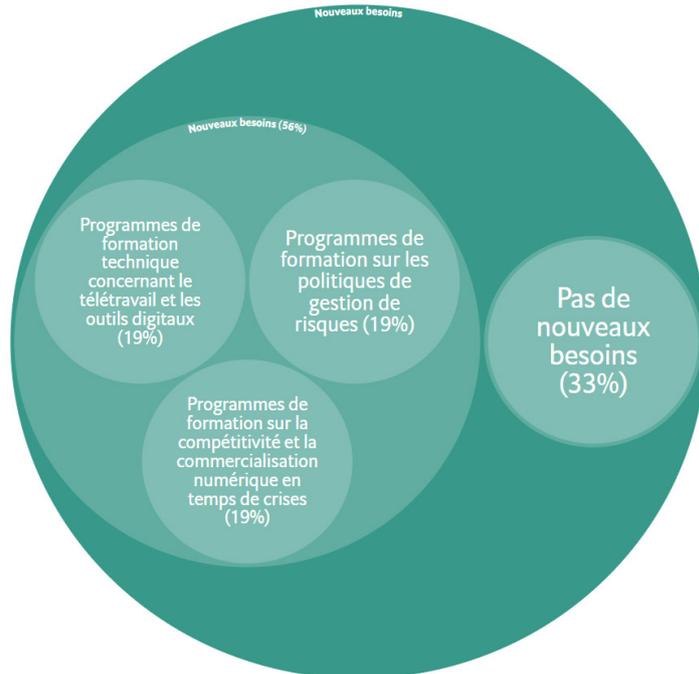
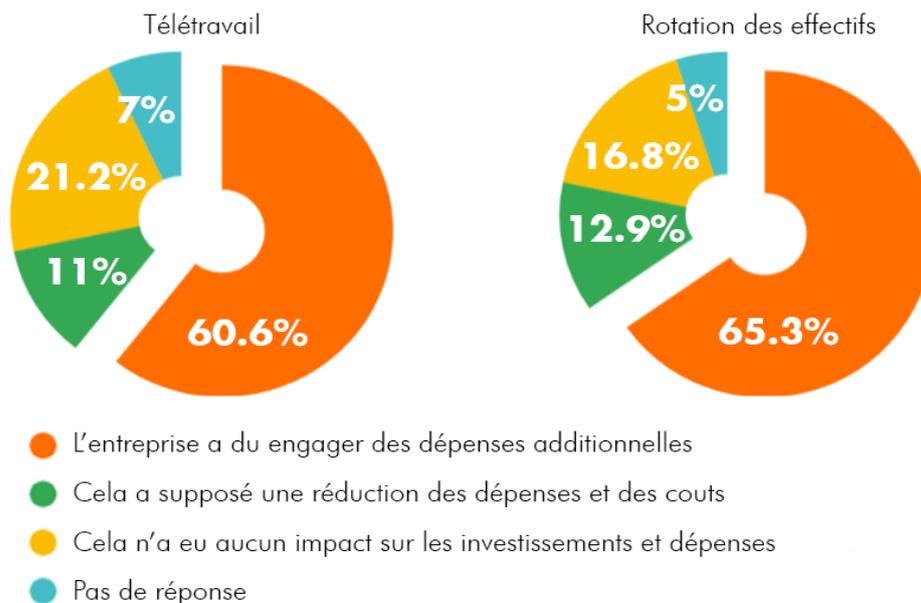


Figure 6: Effets sur les investissements de l'entreprise



## ENTRETIEN

ISABELLA CRISPINO, ANALYSTE D'ECONOMIST IMPACT A RÉFLECTIONNÉ SUR LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE AVEC SAMY MWAMBA: CO-FONDATEUR ET DIRECTEUR D'ITOT AFRICA, UNE STARTUP EDTECH QUI FORME LES TALENTS TECHNOLOGIQUES AFRICAINS ET LES PLACE ENSUITE DANS DES ENTREPRISES LOCALES ET INTERNATIONALES.

### **Quels sont les défis auxquels la pandémie vous a confrontés?**

En 2019, 80% de nos clients étaient des clients étrangers. Tout ce qui se passait dans le monde en 2019 a très vite eu un impact direct dans nos activités. Cela a failli tuer notre entreprise. De plus, nous étions face à l'impossibilité d'accéder au crédit pour payer les employés, les loyers, si bien de la part du gouvernement que des banques.

Cependant, tout d'un coup, tout le monde s'est posé la même question : comment exister, comment communiquer et comment vendre ? Nous avons remarqué qu'il y avait une réelle opportunité : désormais, toutes les entreprises recherchaient du talent dans le numérique.

### **Comment êtes-vous sortis plus fort de ce défi ?**

Nous avons développé une application pour la population pour aider à la lutte contre la Covid-19. Elle permettait d'être informé sur l'évolution de l'épidémie et d'obtenir des alertes clés en quatre langues officielles. Le gouvernement a eu un grand intérêt et nous avons ensuite collaboré avec le Ministère de la Santé afin d'améliorer cette application, en permettant la collecte de données, de faire des signalements, etc.

D'autre part, nous avons fait une levée de fonds participative (crowdfunding). La diaspora, ainsi que des centres internationaux ont participé ce qui nous a permis de former une académie de formation dans le numérique, où l'on forme maintenant les agents de l'état et chef des entreprises. Si au début, le Covid-19 représentait une menace, nous avons transformé celle-ci en opportunité.

### **Pourquoi est-il important d'encourager l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes de manière égale dans tout le pays ?**

En RDC nous avons un besoin urgent aujourd'hui d'investir dans les gens, de les rendre vraiment compétents; non seulement leur donner des diplômes mais aussi les aider dans leur processus d'innovation et de création d'emplois. L'entrepreneuriat stimule ces qualités. De plus, l'entrepreneuriat stimule la diversification de l'économie dans tout le pays en créant de nouvelles entreprises au sein de tous les secteurs, et ainsi participe à sa résilience.

### **S'il y a un effet du Covid-19 qui commence à se cristalliser, il s'agit peut-être des changements essentiels à la façon dont les entreprises déroulent leurs activités. En quoi est-ce que les jeunes entrepreneurs ont-ils des avantages pour s'adapter à ce nouveau modèle entrepreneurial?**

Les jeunes sont nés avec les outils numériques. Ils ont une facilité presque innée à utiliser ces outils, qui les transforment en vrais atouts pour les entreprises de demain. D'autre part, les jeunes sont disposés à apprendre très rapidement et sont dotés d'une adaptabilité qui facilite la ré-imagination du lieu de travail post-Covid et l'intégration au sein de celui-ci.

### **Quelles doivent être, dans les grandes lignes, les priorités pour que les jeunes entrepreneurs ne soient pas laissés de côté ?**

D'une part, nous devons numériser le pays. On doit former les agents de l'Etat, on doit former les agents des entreprises, etc. Nous travaillons déjà avec le Ministère du Numérique pour faciliter cette formation aux travers d'un partenariat.

D'autre part, les jeunes ont besoin d'un endroit où ils peuvent être encadrés. Toute subvention doit être accompagnée par l'encadrement des jeunes au sein d'incubateurs et d'accélérateurs. Malheureusement, la plupart des jeunes n'ont pas connaissance des aides et soutiens qui leurs sont disponibles, ni de comment candidater ou préparer un dossier pour celles-ci .

# PERSPECTIVES POUR 2022-2023<sup>1</sup>

## Stabilité

Après un changement des rapports de force entre la famille politique du Président honoraire Joseph Kabila Kabange, le Front Commun pour le Congo (FCC), et le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et en faveur de ce dernier, dans les premiers mois de 2021, le paysage politique devrait devenir de plus en plus tendu à l'approche des élections présidentielle et législatives de 2023 et compte tenu de la fragilité de la nouvelle coalition gouvernementale, Union sacrée pour la nation.

L'offre de soins de santé en RDC restera surchargée, avec un rythme lent de vaccination contre le coronavirus et des épidémies simultanées affectant le pays, comme une résurgence de l'épidémie d'Ebola en octobre 2021 et de la lenteur dans la mise en œuvre effective de la Couverture sanitaire universelle. En raison de la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide étrangère aux vaccins, la vaccination en masse n'est pas attendue avant la fin de 2023. Le pays reste exposé au risque de vagues récurrentes de la pandémie, des blocages localisés restant probables.

La politique du Gouvernement serait butée aux obstacles liés aux projets qui sont initiés et suivis par les membres du Cabinet du Chef de l'Etat sans une réelle implication des membres du Gouvernement central et des provinces. D'ailleurs, ces dernières reçoivent difficilement leurs rétrocessions pour mettre en œuvre leurs plans de développement.

## Politique étrangère

Les relations favorables avec le Fonds Monétaire International (FMI) reposent sur une facilité de crédit élargie (FEC) d'une valeur de 1,5 milliard de dollars américains, qui s'étendra jusqu'en 2024, guidant le programme de réforme du Gouvernement et aidant le pays à progresser dans le renforcement des finances publiques et la correction de déséquilibres extérieurs sur une base durable à moyen terme.

Les relations avec les institutions multilatérales, qui se sont beaucoup améliorées depuis l'arrivée au pouvoir du Président Tshisekedi, resteront cordiales, soutenues par des projets pluriannuels liés au développement social et des infrastructures.

## Politique monétaire

L'Economist Intelligence prévoit que la Banque Centrale du Congo (BCC) initiera davantage d'assouplissement monétaire en 2022, réduisant le taux directeur de son niveau actuel de 7,5% alors que les pressions sur les prix continuent de s'atténuer. Le taux devrait également être maintenu en 2023 alors que la tendance mondiale s'oriente vers un resserrement monétaire progressif.

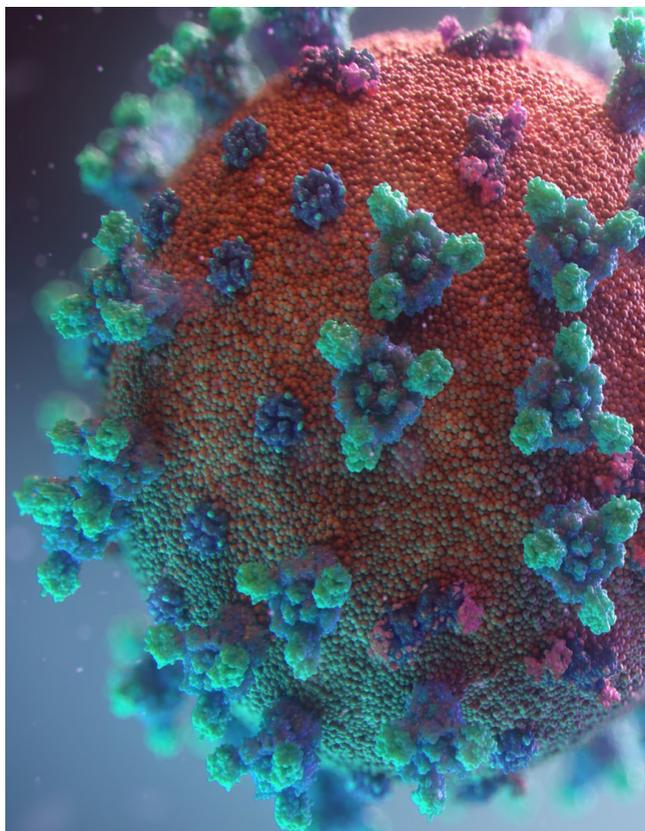
L'assouplissement monétaire et le financement limité du déficit budgétaire par la BCC contribueront à stimuler le recours au crédit et l'activité économique en 2022-2023. Cependant, la petite taille du secteur financier aggravera la faiblesse de la transmission monétaire, ce qui n'entraînera que des progrès limités.

## Politique fiscale

L'Economist Intelligence s'attend à ce que la consolidation du déficit se poursuive de 2021 à 2022 à mesure que les revenus se redressent ; le déficit se creusera ensuite en 2023 à l'approche des élections. Le ratio recettes publiques/PIB augmentera en 2022-2023, grâce à la reprise économique après la pandémie et à la forte croissance de l'exploitation minière, une source de revenus majeure.

Le gouvernement s'est engagé à limiter la mesure selon laquelle il fait appel à la BCC pour combler son déficit budgétaire. Des progrès sont attendus sur ce front, d'autant plus que le déficit se réduira en 2022. Les déficits en 2022-2023 seront financés par la dette et en partie financés par les décaissements de la FEC du FMI. Cela devrait ouvrir davantage de sources de crédit multilatéral et bilatéral pour la RDC à moyen terme.

<sup>1</sup> Economist Intelligence, Rapport: République Démocratique du Congo, Consulté le 13 Janvier 2022: <https://country.eiu.com/congo-democratic-republic>.



Ce programme de recherche est soutenu par le FPM, Fond pour l'inclusion financière et par la Fédération des Entreprises du Congo (FEC).

Ecrit par:

**ECONOMIST  
IMPACT**